

Le temps de quelques semaines d'automne, la présidentielle américaine s'est révélée un peu plus imprévisible qu'on ne l'imaginait. La raison principale des difficultés rencontrées par Hillary Clinton n'est pas tant à chercher dans les arguments de la candidature républicaine, qui en a peu, ou dans les différentes anecdotes qui émaillent le quotidien des campagnes para-politiques de dénigrement de la candidate, autour de sa santé ou de la gestion de sa fondation philanthropique. Elle dérive surtout de l'incapacité de Clinton à enthousiasmer une partie de sa base électorale anticipée, en particulier la jeunesse et les milieux populaires.

Il est fort probable qu'en novembre Hillary Clinton sera élue, et que dans les mois et années qui suivent, le Parti démocrate ne satisfera pas les attentes de ceux qui aspirent à une réduction des inégalités et en faveur d'un monde apaisé et juste. Pour autant, cela ne peut effacer les raisons de se réjouir de l'intérêt trouvé par des millions d'Américains au discours porté par Bernie Sanders lors des primaires démocrates. Socialiste qui a parcouru un long chemin depuis sa radicalisation dans les années 1960 jusqu'à devenir sénateur, Sanders est arrivé à la conclusion qu'il serait plus utile en proposant sur la scène nationale des réformes en faveur des classes populaires : éducation supérieure gratuite, couverture santé universelle reposant sur la collectivité, dénonciation d'un système électoral dans lequel l'influence s'achète, et critique ouverte d'entreprises impériales passées.

S'il y avait dans sa candidature des raisons de se réjouir, ce n'était pas tant pour les qualités d'un candidat si concentré sur les réformes qu'il proposait qu'il n'a jamais dessiné de stratégie permettant au plus grand nombre de construire un pouvoir autrement qu'en lui accordant l'investiture des Démocrates. C'est surtout que son succès inattendu, même relatif, témoigne d'une évolution positive des consciences, particulièrement au sein de la jeunesse. Malgré les nombreux obstacles qui ont été posés à sa démarche, tant par l'appareil du Parti démocrate que par les soutiens économiques et médiatiques dont Clinton bénéficiait, l'écho que sa candidature a rencontré démontre qu'une large partie de la population américaine est en attente de justice sociale, plus encore que cela n'était le cas en 2008 lors de la première campagne présidentielle d'Obama.

Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui fondent leur espoir sur la façon dont la campagne de Sanders va influencer le Parti démocrate, mais il y a sans doute plus à espérer de ce qui se passe en dehors de celui-là.

Sanders est apparu comme une sorte d'anachronisme décontextualisé, attaché à ce qui faisait le sel de la social-démocratie européenne du milieu du XX^{ème} siècle. Ce n'est pas là une mince affaire dans un pays que certains ont longtemps pensé incapable d'engendrer une gauche politique disposant d'une large audience.

Dès 1906, le sociologue allemand Werner Sombart se demandait dans un livre influent pourquoi il n'y avait pas de courant socialiste important aux États-Unis. Sombart a légitimé l'idée, longuement discutée par les historiens et excessivement exploitée par les politiciens, que les États-Unis étaient un pays à la destinée exceptionnelle, éloigné de l'histoire européenne où s'étaient développés les courants socialiste et communiste^[1]. Si cette thèse a été à juste titre contestée depuis, elle n'avait pas été démentie jusqu'à récemment dans le strict champ électoral. Dans ces circonstances, le moment Bernie Sanders constitue un événement remarquable annonciateur de développements encourageants.

Certes, sa campagne n'a pas été exempte de défauts graves. Il n'a guère formulé davantage que des réponses économiques aux questions du racisme et du sexisme. Il a peu insisté sur la façon dont les réformes qu'il appelait de ses vœux pouvaient devenir réalité, grâce à des mobilisations et la construction d'organisations. Mais les perspectives de sa campagne dessinaient tout de même l'horizon d'une redistribution des richesses ambitieuse, qu'un Français peut mesurer en imaginant

ce que serait sa vie si, inversement, il devait payer l'équivalent du prix d'une maison pour un diplôme universitaire et s'il devait dépenser des centaines d'euros pour un soin médical anodin.

Que penser de la plateforme des Démocrates ?

La crédibilité conquise par Sanders a été en partie récupérée par le Parti démocrate lors des négociations suivant la primaire. A l'image des succès électoraux des partis de centre-gauche contemporains, les victoires des Démocrates reposent sur des revendications - liées à leur base électorale - qui vont au-delà de la pratique du pouvoir de ces partis une fois élus.

En termes concrets, Sanders a obtenu deux contreparties explicites : l'augmentation du budget fédéral en appui à la création de centres de santé locaux à hauteur de 4 milliards de dollars par an, soit un peu moins de 13 dollars par Américain, et la suppression des frais de scolarité pour les foyers aux revenus limités qui sont inscrits dans des universités publiques, alors que l'éducation supérieure est dominée par le secteur privé.

En des termes généraux, le programme démocrate est depuis longtemps parcouru de propositions que ses partisans interpréteront comme des échecs, et que d'autres verront comme de l'hypocrisie. La plate-forme électorale du Parti démocrate est riche en surprises : lutte contre la pauvreté, contrôle des activités financières, fin des discriminations policières... Cette liste contient même l'échelle mobile des salaires ajustée sur l'inflation.

Nombre de ces revendications sont exprimées depuis longtemps, la plateforme de la candidature Obama en 2008 différant à peine de celle présentée cette année. Les objectifs affichés les plus bruyants ne sont pas réalisés, ce que les Démocrates justifient souvent en rappelant les obstacles posés par le Parti républicain. Cependant, l'activité des conservateurs n'explique ni n'excuse l'abandon rapide des combats par le Parti démocrate.

Par exemple, il est utile de se souvenir du discours de Barack Obama sur les inégalités en décembre 2013, lors duquel il a déclaré que les écarts de richesse et l'immobilité sociale n'étaient rien de moins que « l'enjeu central de notre époque ». En réalité, ce n'est pas la seule opposition du Parti républicain qui a empêché la mise en place d'actions contre les inégalités. Ce sont des divisions parmi les meneurs démocrates qui ont incité Barack Obama à abandonner toute initiative en la matière, et à en rester aux perspectives qui font consensus au sein de la direction de son parti : quelques augmentations de l'imposition sur les très riches, sensiblement plus faibles que la progression de leur capital.

« L'enjeu central de notre époque » aura donc été discuté moins d'une semaine. Et lorsque Sanders en fit le thème de sa propre campagne, ce dernier rencontra les résistances de l'appareil. Alors, que penser de la plateforme démocrate ? Le principe qui préside à la constitution des ambitions publiques du parti démocrate est de regrouper le nombre le plus large possible, sur la base d'alliances formées historiquement, mais la mise en œuvre réelle de ces objectifs dépend moins des résultats électoraux que des pressions exercées par les mobilisations sociales, pressions que les élections peuvent justement tempérer.

Alors que Bernie Sanders s'est rallié à la candidature d'Hillary Clinton, au nom de la nécessité immédiate de battre Donald Trump, la question de l'avenir des aspirations progressistes manifestées durant sa campagne se trouve posée. Il n'est pas trop tôt pour étudier les rapports compliqués entre le Parti démocrate et le souffle de radicalité que ce parti cherche aujourd'hui à canaliser électoralement.

Les possibilités ouvertes dans la période actuelle sont incarnées par des forces engagées dans différentes couches de la vie politique américaine. Il y a des militants en dehors du Parti démocrate qui souhaitent l'émergence d'une nouvelle force politique, ou qui tiennent à l'indépendance de mouvements sociaux et d'associations contestataires vis-à-vis de la classe politique. Au sein de ce même parti, il se trouve quelques membres qui ne souhaitent pas soutenir la candidature d'Hillary Clinton. Mais aussi, même parmi les soutiens d'Hillary Clinton, ils s'en trouvent qui veulent poursuivre ce déplacement vers la gauche, une fois l'épisode Trump conclu.

Le camp Clinton se présente aujourd'hui comme l'incarnation du possible et du raisonnable, pour marginaliser les voix radicales déjà divisées par la diversité des approches tactiques. Puisque les États-Unis entrent dans les temps forts de l'élection présidentielle, les adeptes de la stratégie du moindre mal appellent sans surprise à faire taire toute critique à l'égard de leur candidat afin d'éviter une victoire de Trump, qui remporte à n'en pas douter le prix du candidat le plus réactionnaire des présidentielles américaines depuis fort longtemps.

Cependant, si l'on considère que la candidature de Donald Trump n'est pas qu'un phénomène historique isolé mais le produit de circonstances reproductibles, si l'on a également conscience que la présidence Clinton ne sera pas une rupture avec les présidences passées ayant mené à la situation actuelle, il est crucial de comprendre les forces sociales en action aujourd'hui et les processus historiques qui ont amené les États-Unis là où ils en sont.

Des coalitions démocrates du passé à la situation présente

L'histoire du Parti démocrate a été particulièrement dynamique, et sa base électorale souvent remaniée. Quand la jeune république américaine n'impliquait que les hommes blancs riches, le Parti démocrate était le parti de la résistance rurale face aux centralisateurs. Les Démocrates, menés par Thomas Jefferson, inspirés par les idéaux révolutionnaires anti-autocratiques, craignaient que le nouvel État qu'ils venaient de créer devienne une monarchie qui ne dirait pas son nom. Le parti était alors le véhicule politique des propriétaires agraires du Sud qui se méfiaient de l'ascension des élites marchandes au Nord.

Au cours du XIX^{ème} siècle et à mesure que la République devenait pérenne, le parti devint celui de la défense des privilèges économiques de cette même couche sociale, et en particulier de l'esclavage. Une fois que les révoltes et la guerre civile eurent enterré leur droit à posséder des êtres humains, les Démocrates ont œuvré à la ségrégation de la société américaine, d'abord dans les localités qu'ils dominaient, jusqu'à obtenir certains succès au niveau fédéral.

Ils développèrent des politiques différentes selon les régions. L'équilibre interne du parti évolua progressivement. Dans les États du Nord, les Démocrates « Bourbons » gagnèrent du terrain en défendant les intérêts des capitalistes les plus influents^[2]. Ils le firent surtout à New York. Pour contester la domination des Républicains dans l'État, ils investirent les réseaux clientélistes qui dominaient la vie politique, qui leur permirent de former des alliances électorales en appui de la bourgeoisie locale tout en achetant la bienveillance de communautés immigrées. Mais des voix de gauche commençaient à se faire entendre, dans les mouvements populiste, socialiste et féministe^[3]. Le besoin d'intégrer les préoccupations populaires dans les discours se faisait pressant.

Un évènement paracheva ce processus. Il y eut en 1911 un incendie à l'usine Triangle Shirtwaist, causant la mort de 146 personnes, dont une grande majorité de jeunes femmes issues des immigrations juive et italienne. La culpabilité patronale était évidente, puisque l'entreprise avait décidé de condamner les issues de secours pour empêcher les travailleurs de prendre des pauses.

L'intégralité du spectre politique posa en défenseur du prolétariat. Le Parti démocrate le fit à New York mieux que son concurrent, sous l'impulsion d'Al Smith, un natif de Manhattan fils d'immigrés Irlandais catholiques. Smith devint plus tard le candidat du parti en 1928 dans une élection présidentielle perdue d'avance. Ce fut un autre démocrate de New York, Franklin Delano Roosevelt, qui devint président en 1932, après la crise économique de 1929 qui finit de discréditer le président sortant, le républicain Herbert Hoover.

Roosevelt resta président jusqu'en 1945 et fut l'un des présidents au plus grand impact sur l'histoire américaine. Profondément marqué par le mouvement progressiviste, un courant persuadé que des drames comme celui de Triangle Shirtwaist pouvaient être évités grâce à une politique volontariste et grâce aux recommandations d'une équipe d'intellectuels et de technocrates appelée le Brain Trust », il gagna sa première élection présidentielle sur la base d'un programme modéré, mais ambitionna rapidement de renforcer le contrôle de l'État sur les activités économiques.

Roosevelt donna au libéralisme une nouvelle définition, proprement américaine : revendiquant l'étiquette, Roosevelt expliquait qu'être libéral voulait dire œuvrer pour le bien commun à travers l'action politique, refusant aussi bien le capitalisme dérégulé que le communisme. Le libéralisme de Roosevelt était une façon de renforcer les mécanismes de marché en assurant, grâce à l'État, le bon fonctionnement de la concurrence et l'équilibre des interactions entre les acteurs économiques. Les Démocrates demandèrent au patronat une reconnaissance des organisations ouvrières, et en échange, interdirent les grèves sauvages.

Quand l'opposition mit un frein à ses tentatives de réguler le commerce, notamment par l'action de la Cour Suprême, les élus démocrates du Nord oeuvrèrent à la constitution d'une nouvelle coalition « *labor-liberal* », dans laquelle syndicats et démocrates nordistes collaborèrent. Pour des Démocrates comme le Sénateur Robert Wagner, il importait que la « concurrence libre et non faussée » chère à la tradition libérale devienne une réalité en offrant aux travailleurs isolés une capacité de négociation face à leur employeur qu'une absence de syndicats niait. Le syndicalisme américain multiplia cinq fois ses forces entre 1932 et 1945, organisant non plus trois mais quinze millions de travailleurs dès 1945, dont un nombre conséquent ayant mené des luttes sociales importantes durant la période.

La visée du *New Deal* n'était pas d'encourager ce type de militantisme ; au contraire il s'agissait de promouvoir un syndicalisme de coopération avec l'employeur. Le *New Deal* de Roosevelt était alors soutenu par des forces sociales contraires, aussi bien des ségrégationnistes du Sud fidèles au parti que des ouvriers noirs dans l'Illinois soucieux de renforcer leur syndicat^[4].

Cette configuration produisit un *New Deal* complexe, dont les protections pouvaient bénéficier en partie aux minorités, mais qui pouvait aussi aboutir à l'exclusion de pans entiers de la population noire américaine, comme c'était le cas des travailleurs de l'agriculture et des travailleurs domestiques, laissés victimes de l'arbitraire des exploitants du secteur. En cooptant les directions syndicales et en façonnant un modèle social redistribuant une partie des richesses dans un contexte international marqué par la force croissante du mouvement ouvrier, le Parti démocrate devint alors le parti de la conciliation sociale.

Les libéraux - au sens défini plus haut - entamèrent alors un cycle de domination de la vie politique américaine qui dura environ trois décennies. C'est la révolte des Noirs américains qui bouscula le consensus. En exigeant la fin de la ségrégation, l'égalité devant la loi, mais aussi en revendiquant l'égalité économique, le mouvement noir alla bien au-delà des seuls droits civiques. La manifestation à Washington de 1963, dont on ne retient qu'une version dénaturée du rêve de Martin Luther King, réclamait dans un même souffle l'emploi et la liberté.

Les rapports du Parti démocrate avec le mouvement noir n'ont pas été alors de tout repos. Certes, des libéraux importants affichaient leur soutien, et certains des meneurs les plus importants du mouvement noir insistaient sur l'importance de la coopération, tel Bayard Rustin qui se prononçait pour une coalition « *labor-liberal-civil rights* ». Mais les Noirs ont largement dû se battre contre des Démocrates, contre leur violence, leur hostilité ou leur indifférence.

Leur violence parce que des élus démocrates du Sud ségrégationnistes ont envoyé la police et ses chiens sur des manifestants pacifiques, dont des enfants. Leur hostilité parce que la population blanche trouvait largement que le mouvement était trop radical, comme le montre le fait que plus de deux-tiers des Américains avaient une mauvaise opinion de Martin Luther King l'année de sa mort, alors qu'il développait une conscience politique plus entière, pro-ouvrière et anti-impérialiste. Leur indifférence parce qu'il fallut des années de combat acharné, de boycotts, d'actions symboliques, des milliers de *sit-ins*, de scandales émouvant l'opinion internationale, pour que la direction du Parti démocrate se décide à peser en leur faveur.

De tous les facteurs ayant permis les succès réalisés des Noirs américains à l'époque, le plus important fut l'immense détermination de ce mouvement autonome. Cela remania l'équilibre électoral à terme. L'aile ségrégationniste du Parti démocrate fut marginalisée puisque la direction libérale du parti, à travers le président Lyndon Johnson, finit par afficher son soutien aux droits civiques des Noirs américains après une longue carrière durant laquelle il n'avait pas soutenu le mouvement. Malgré cela, son attitude favorable à l'émancipation civique en tant que président installa son parti définitivement dans la meilleure position pour capter durablement les faveurs de l'électorat noir.

En parallèle, le Parti républicain, en manque de succès depuis longtemps et flairant l'opportunité de capitaliser sur le contrecoup, entama sa « stratégie du Sud ». Afin de gagner les voix des Blancs du Sud, ses politiciens se présentèrent en défenseurs de l'autorité et de l'ordre moral contre l'émancipation des minorités, présentées comme responsables de leur propre subordination et comme injustement aidées par l'État (« assistés » pour reprendre un vocable aujourd'hui en usage). Barry Goldwater, candidat en 1964, et Richard Nixon, républicain élu en 1968, firent le choix délibéré de s'adresser à la majorité blanche de la sorte, réformant de façon quasi-indélébile la stratégie républicaine, quitte à ce que leur parti n'obtienne jamais davantage, depuis lors, que 20% des votes des Noirs américains.

A partir des années 1970 et particulièrement à partir de la candidature malheureuse de George McGovern à la présidence en 1972, le discours démocrate fut focalisé sur une coalition des classes moyennes urbaines et de l'électorat noir. Si les Démocrates ont toujours gardé le soutien des syndicats, cela s'est fait alors même que le parti prenait ses distances avec toute politique en faveur des travailleurs.

Quand le républicain Ronald Reagan balaya son concurrent démocrate lors des élections présidentielles de 1980 et emporta dans son élan nombre d'élections locales au bénéfice des candidats de son parti, il inspira des changements dans l'intégralité du spectre politique américain. Le nationalisme très ostentatoire de Reagan était le seul discours porteur de solidarité offert alors à l'électorat, et les victimes de la désindustrialisation y furent réceptifs, d'autant plus que son discours conservateur et moraliste évoquait des périodes où le chômage et l'inflation étaient moins violents. Les travailleurs n'y gagnèrent rien, bien au contraire, mais à défaut d'offre politique défendant des intérêts de classe, ils fondèrent un espoir, malheureux mais rassurant, dans le privilège national. Les historiens ont appelé la captation de cet électorat le mouvement des « Démocrates Reaganiens ».

Bill Clinton lui-même perdit son poste de gouverneur de l'Arkansas cette année là et en tira à jamais la leçon que les Démocrates devaient défendre une politique centriste, inspirée du camp adverse,

définitivement en rupture avec les équilibres du *New Deal*. Sa victoire obtenue à la présidentielle de 1992 donna raison à sa logique électoraliste, aux dépens des intérêts matériels de la coalition historiquement formée autour du Parti démocrate : le néolibéralisme qu'il poursuivit finit de porter des coups sévères aux travailleurs industriels, et la suppression d'aides sociales se fit dans des termes hostiles aux Noirs, livrés à la vindicte publique en tant que « parasites » abusant des largesses du système.

Dans le bipartisme américain dont la dynamique était dominée par un Parti républicain réactionnaire déplaçant vers la droite le centre de gravité du « moindre mal », ces électorats captifs ne purent se retourner. Les luttes ouvrières des années 1930 et 1940, et les luttes antiracistes des années 1950 et 1960 ont ainsi amélioré les vies des exploités et des opprimés. Mais lors des dernières décennies, en l'absence d'organisations indépendantes et en raison de la faiblesse des mouvements sociaux, démonstration a été faite que les pressions exercées par ceux qui n'ont pas de pouvoir ne pèsent pas lourd sur les élus, par rapport aux intérêts des puissants, le capital en premier lieu.

Les forces en présence dans l'élection

L'élection présidentielle est proche. Disposant des plus grands moyens financiers et d'un réseau militant supérieur, la gagnante devrait être Hillary Clinton, dont la ligne politique est dans la lignée du président sortant, Barack Obama. Elle a besoin de 270 grands électeurs, et en a déjà 269 d'assurés d'après les estimations les plus fiables, voire 347 d'après son directeur de campagne. Malgré l'apparente inéluctabilité de sa victoire, elle est déjà impopulaire. Son adversaire, Donald Trump, est quant à lui moins une aberration qu'une mutation des stratégies passées du Parti républicain : la « stratégie du sud », voix de blancs reprochant aux minorités d'abuser du système social, s'est mutée en xénophobie anti-latino et en islamophobie virulente.

La campagne de Clinton est un cas évident de campagne dont le premier argument est d'être un moindre mal. Politicienne dans l'œil du public depuis longtemps, elle a une base électorale fidèle et a attisé des réticences très profondes de la part de ceux qui nourrissent une méfiance à l'égard de la politique et du *statu quo*. Ce qu'elle peut promouvoir dans la campagne est largement fonction du positionnement des Républicains. Si la plateforme qu'elle défend contient les propositions précitées, le ton général de sa campagne est beaucoup plus centriste qu'à gauche. Le ralliement de Sanders une fois obtenu, Clinton a pu se concentrer sur le centre, comme les Démocrates le font depuis quarante ans.

La convention démocrate a ainsi été encore plus chauvine que la convention républicaine, attirant des soutiens de la vieille garde des Républicains, dont [nombre d'anciens collaborateurs de Reagan et de Bush Jr](#)^[51]. Et quand le parti a donné la tribune à un général qui se mit à hurler sa fureur contre le terrorisme, et que les Démocrates hostiles à la candidature Clinton commencèrent à scander « *no more wars* », la direction du parti rendit leurs slogans inaudibles puisqu'elle avait par avance envoyé comme consigne au reste de l'auditoire de noyer ce slogan pacifiste par le cri de ralliement, « *USA, USA, USA* ». Si les caciques démocrates ont retenu des années 1980 qu'ils ont perdu le pouvoir parce qu'ils apparaissaient moins patriotes que Reagan, il appartient aux personnes attachées à la paix aujourd'hui de se souvenir que ce patriotisme aura servi à les faire taire.

Alors, si Clinton peut si clairement occuper ce positionnement centriste consensuel, de qui Donald Trump est-il le candidat ? Contrairement aux idées reçues, la victoire de Donald Trump lors des primaires républicaines n'a pas été portée par ce que certains intellectuels appellent la classe ouvrière blanche. Pour de nombreux historiens du politique, une caractéristique fondamentale de la

fin du XX^{ème} siècle aux États-Unis est le conservatisme des travailleurs américains, ce qui continuerait à expliquer les résultats électoraux aujourd'hui. Il est urgent de réexaminer cette fausse évidence.

Un succès de librairie est bien représentatif de cette analyse. Dans son livre à succès publié en 2004 et traduit en 2013 en français, *Pourquoi les pauvres votent-ils à droite ?* [6], Thomas Frank expliquait que l'abandon des intérêts économiques ouvriers par le Parti démocrate à partir des années 1970 avait laissé une opportunité au Parti républicain de séduire un électorat populaire en mal de passé idéalisé et de repères moraux, en faisant de l'agitation traditionaliste sur les questions culturelles et identitaires. En 2016, Frank a beaucoup écrit au sujet de la campagne de Donald Trump, développant plus avant l'idée que le vote Trump était un vote revanchard, pas spécialement motivé par le rejet de l'immigration, mais davantage par le (légitime) rejet, par les classes laborieuses, des traités commerciaux internationaux qui ont pris une place importante dans les discours du candidat.

L'électorat de Trump était certes moins élitiste que ceux de Bush, Rubio ou de Kasich, quelques-uns de ses concurrents malchanceux lors des primaires républicaines. Notons cependant que la première publicité télévisuelle diffusée par le camp Trump, celle qui donc fonctionne le mieux avec ses électeurs potentiels, ne porte pas sur les traités commerciaux de libre-échange lésant les travailleurs, mais précisément sur la sécurité et l'immigration. Les Syriens et les immigrés d'Amérique sont présentés comme des criminels et des profiteurs qu'il faudrait repousser. Fidèle à son idée de 2004, Frank minimise la dimension raciste du vote à droite, pourtant très influente.

Plus significatif encore dans l'examen des forces qui soutiennent Trump, la sociologie de l'électorat républicain ne confirme plus autant que par le passé la thèse de la radicalisation droitiste des classes populaires. Les résultats des primaires ont montré que le vote Trump comportait un biais racial, un très fort biais géographique, mais qu'il ne comportait pas de biais de classe.

Parmi ceux qui ont voté en sa faveur, seulement 32% gagnaient moins de 50 000 dollars par année, contre 41% des électeurs de Clinton, et 42% des électeurs de Sanders. Le vote Trump est plutôt masculin, évidemment très blanc, il est ancré dans certaines régions, mais il n'est pas spécialement populaire. Il est très fort chez les hommes blancs des États dits du Sud des États-Unis, et cela peu importe leur place dans le procès de production ou leurs revenus.

Certes, les personnes aux revenus supérieurs à 100 000 dollars par an et les personnes disposant de diplômes universitaires vont plutôt voter Clinton, comme en témoigne encore un sondage réalisé fin octobre par Yougov pour *The Economist* qui estime qu'entre 55% et 60% de ces personnes voteront pour la candidate démocrate. Mais cela ne signifie pas que Trump est soutenu par une majorité de blancs non ou peu diplômés de l'enseignement supérieur : ceux-là semblent ne représenter qu'un quart de sa base électorale d'après différents sondages, dans un pays où ils sont une majorité.

Le récit accusant les classes populaires de constituer les principaux soutiens de l'extrême droite repose sur une série d'oublis ou d'erreurs : l'abstention massive des travailleurs (particulièrement les moins bien rémunérés) ; la concentration sur les franges les plus stables de la classe ouvrière américaine, qu'il s'agisse des blancs ou des plus âgés attachés (les plus attachées aux valeurs conservatrices). En septembre, d'après l'institut Morning Consult, un soutien de Trump sur quatre était une femme de plus de 45 ans, soit une part équivalente à celle des blancs non-diplômés. Ce chiffre a baissé depuis suite à la circulation de nombreux documents attestant de la misogynie de Trump, mais il prouve une fois de plus que l'examen sociologique peut contredire les aprioris les plus courants.

Les médias français ont déjà largement repris la description de Trump comme candidat des ouvriers blancs, même démentie par les faits, parce qu'ils plaquent un schéma avec lequel ils sont familiers, à

savoir le succès du FN dans les régions désindustrialisées suite à la crise de la gauche. [Dans les faits](#), les revenus annuels médians des électeurs de Trump étaient de 72 000 dollars par année, contre 56 000 à l'échelle du pays. L'argent ne soigne manifestement pas de la xénophobie dont Trump est le porte-voix.

Ce que Trump a prouvé n'est pas que les ouvriers de droite prennent du pouvoir dans leur parti, mais que faire scandale autour de propositions démagogiques et haineuses flattant les illusions nationalistes et les préjugés racistes offre une quantité faramineuse de publicité gratuite de la part des médias d'informations, estimée à 4 milliards de dollars pour la première moitié de 2016, ce qui est suffisant pour battre les carriéristes qui n'ont jamais fait front commun contre lui.

Les Démocrates au secours du Parti républicain

La direction du Parti républicain a depuis abandonné l'idée de remporter la présidentielle. Nombre de ses meneurs ne soutiennent même pas leur candidat, dont Bush Sr. et John McCain. Les frères Koch, deux milliardaires qui avaient fait du bruit en promettant de trouver un milliard de dollars pour le présidentiable républicain, ont finalement décidé de consacrer leurs efforts aux élections locales. Et compte tenu de la démographie du pays et de l'incapacité du Parti républicain à gagner plus d'un sixième des électeurs des minorités, la présidence pourrait leur être perdue à long terme, tant que le Parti démocrate arrive à maintenir un taux de participation électorale pas trop délétère.

En parallèle, en raison des règles de la République américaine qui survalorisent la ruralité et étouffent la coalition démocrate à l'échelle locale, particulièrement depuis le redécoupage électoral opéré en 2012, le Parti républicain maintiendra sa domination sur la Chambre des Représentants. Dans la mesure où Clinton se présente comme la championne de ceux capables d'agir au sein du système, elle soutient donc le maintien du bipartisme et favorise l'aile du Parti républicain avec laquelle elle veut collaborer.

Un discours d'Hillary Clinton cet été le révèle parfaitement. Le 25 août, [elle a attaqué Trump](#) pour ses liens avec le mouvement dit de la droite alternative sur Internet, qu'en France on appelle plus communément la réacosphère, ces milliers d'anonymes conspirationnistes, misogynes et xénophobes. Dans son discours, Clinton attaque Trump en le considérant comme un phénomène inédit dans l'histoire américaine, et en présentant les autres dirigeants du Parti républicain comme des politiciens autrement plus sérieux. De la sorte, elle exprime son admiration pour Paul Ryan par exemple, et son goût très théorique pour la justice sociale.

Pareille attitude est problématique à deux titres. D'abord, Clinton réécrit l'histoire, oubliant par exemple que la politique américaine a été fortement imprégnée par des sensibilités conspirationnistes et xénophobes similaires à celle de Trump, comme l'était la candidature Goldwater en 1964^[7]. Un esprit taquin rappellerait que Goldwater était le premier politicien que Clinton a soutenu, adolescente.

Ensuite et surtout, Clinton dont le *leitmotiv* est le compromis réaliste, fait plus que simplement diviser l'adversaire pour gagner en 2016 : elle cherche des partenaires de réforme. En cherchant à monter contre Trump les Républicains dits modérés, ce qu'ils ne sont certainement pas, Clinton leur offre une porte de sortie et dessine les contours de la collaboration qu'elle espère. En vain, sans doute, puisque les Républicains mènent campagne localement en disant qu'ils serviront de contre-balancier face à la probable présidence démocrate.

On retrouve là la politique d'Obama, dont on ne peut pas dire qu'elle a obtenu un grand succès. Le

système politique américain s'est ankylosé, et les élus des deux camps votent rarement ensemble.

Cette approche infructueuse nourrit la conscience que les partis dominants n'œuvrent pas pour les intérêts des classes populaires. Le succès d'estime de Sanders montre que les paramètres reaganiens n'ont sans doute plus cours et que les mouvements de protestation récents, comme Occupy Wall Street et les campagnes pour l'augmentation des salaires, ont eu un impact sur la vie politique nationale. Or le Parti démocrate lui-même œuvre pour que ce changement n'ait pas lieu.

Face au Parti démocrate, quelle stratégie pour la gauche ?

On peut trouver de plus ou moins bonnes raisons de voter pour le moindre mal. Le politiste Adolph Reed Jr [a récemment appelé](#) à voter pour celle qu'il appelle la candidate « va-t-en guerre et néolibérale », conciliant selon lui devoir de vérité et souci de marginaliser les suprémacistes blancs. L'historien du travail Joseph McCartin [a expliqué](#) qu'une victoire de Trump scellerait le sort du syndicalisme américain si les trois branches de gouvernement étaient sous leur contrôle alors que le parti républicain est plus que jamais opposé au mouvement ouvrier.

Bien sûr, il existe des différences dans l'exercice du pouvoir entre un parti qui affiche un attachement aux objectifs des mouvements sociaux, et la politique d'un parti qui leur est violemment hostile. Mais la pression au vote utile, ou au vote le moins incendiaire, étouffe aussi les discussions politiques.

Partons de la critique commune de Trump, et poussons son raisonnement jusqu'à voir son application sur les positions de Clinton. Trump est avant tout, à juste titre, vilipendé pour ses positions sur l'immigration, la politique étrangère et en faveur des fortunés. Trump est ridiculisé pour sa proposition de construire un mur. Ce mur existe en réalité déjà, sur un tiers de la frontière avec le Mexique, et l'exécutif sous Obama l'a renforcé. Le budget du contrôle à la frontière a déjà plus que doublé ces dix dernières années, atteignant plus de 21 milliards annuels. Tim Kaine, candidat à la vice-présidence avec Clinton, [a déclaré](#) qu'ils programmaient de ressortir le malheureux projet de loi bipartisan de 2013, qui certes aurait régularisé des personnes en situation irrégulière, mais augmentait encore le budget répressif, avec un vocabulaire associant l'immigration à la criminalité.

Quant à la politique étrangère, Clinton a d'ores et déjà affiché son empressement à intervenir militairement, davantage que ne le faisait Obama. Elle a aussi agi elle-même pour s'assurer que la plateforme démocrate demeure favorable à Israël, reprochant aux Palestiniens d'être responsables de la non-résolution du conflit, et dénonçant la campagne BDS comme antisémite. Enfin, en ce qui concerne les liens avec les grandes fortunes, Clinton a, au travers de sa fondation philanthropique et par les biais habituels des financements de campagne électorale, des liens forts et anciens avec le capital américain. Elle récolte en particulier la quasi-totalité des contributions émanant de la Silicon Valley et des fonds d'investissement. Le système politique américain est particulièrement transactionnel, et l'on obtient une audience avec le prince en l'achetant.

Alors, faut-il se rallier au vote Clinton ? Cette question appartient aux militants américains avant toute chose, mais l'on peut faire tout de même trois observations supplémentaires.

Tout d'abord, la stratégie de Sanders qui a légitimé des revendications et la critique des milliardaires n'est pas reproductible. Il n'existe pas de vivier de sénateurs socialistes indépendants qui peuvent gauchir le parti démocrate en se faisant connaître nationalement. Ensuite, le mouvement ouvrier a depuis longtemps essayé d'acheter de l'influence auprès des Démocrates, comme l'a fait le syndicat des services SEIU qui a versé 155 millions de dollars aux campagnes

d'Obama en 2008 et 2012, dans l'espoir qu'il aiderait au passage de lois favorables aux syndicats, sans succès. Enfin, si le Parti démocrate a pu se positionner historiquement en faveur de (certaines) revendications progressistes, ce ne fut pas grâce à l'engagement en son sein de forces réformatrices, mais parce que le ton général était donné par des mouvements sociaux proprement indépendants, capables de s'attaquer au consensus de leur époque et aux intérêts des groupes dominants.

Quels sont-ils aujourd'hui ? La période actuelle est celle d'un état de guerre permanent et d'inégalités toujours croissantes, qui dérivent de la politique des Démocrates autant que de celles des Républicains. Aucune perspective politique sérieuse ne peut commencer par des calculs stratégiques qui ignorent ou feignent d'ignorer cet état de fait, même au nom de l'enjeu immédiat de vaincre Trump. Quoique l'on pense de la juste tactique électorale et organisationnelle, rien n'est plus important pour les classes populaires, mais aussi pour les victimes du racisme et du sexisme, que de regarder les faits en face.

En l'absence de mouvements politiques et sociaux à même d'impulser la lutte contre les libertés accordées aux capitalistes, le Parti démocrate n'aura pas de raison de prendre au sérieux les revendications de gauche. Le seul vote n'est pas une façon efficace d'exercer une pression sur les dirigeants politiques, et encore moins de proposer une transformation radicale des systèmes politique et économique.

Même ceux qui proposent de transformer le Parti démocrate de l'intérieur avec des intentions louables font l'erreur de croire en la possibilité de progrès substantiels en l'absence de mobilisations, grâce à un simple changement de personnel et de discours, sans toucher aux structures de pouvoir. L'histoire nous enseigne pourtant que lorsque des progrès sont accomplis, les politiciens ont bien moins encouragé ou nourri les mouvements de protestation qu'ils n'ont cédé à leurs demandes. Si le Parti démocrate en venait à être dominé par son aile gauche, la nouvelle direction ne devrait pas moins être sujette à la mobilisation des exploités et des opprimés dans les domaines où se décident leur vie.

Fort heureusement, le fond de l'air a bien changé par rapport aux années 1980-90. [Dans un entretien récent](#), Tony Blair confiait qu'Hillary Clinton était peut-être la dernière chance pour que le centrisme, qu'il incarnait autrefois avec Bill Clinton, maintienne son emprise sur les pays les plus riches. Que son incertitude réjouisse ceux qui désespéraient d'un champ politique américain trop homogène, celui-là l'est bien de moins en moins.

Notes

^[1] _ Werner Sombart, *Pourquoi le socialisme n'existe-t-il pas aux États-Unis ?*, PUF, 1991 (première édition en 1906).

^[2] _ Le nom de "Bourbon" était une référence péjorative à la maison de Bourbon de France, qui reprit le pouvoir de 1815 à 1830. L'esprit de revanche décrié devint pour les démocrates eux-mêmes motif de fierté.

^[3] _ Le populisme à la fin du XIX^{ème} siècle aux États-Unis désignait un mouvement de paysans aux revendications démocratiques et économiques en conflit avec les banques et les oligopoles des transports. Rien à voir avec le populisme au sens contemporain.

^[4] _ Elizabeth Cohen, *Making a New Deal: Industrial Workers in Chicago, 1919-1939*, Cambridge

^[5] _ Voir aussi :

<http://thehill.com/blogs/blog-briefing-room/news/290680-ex-reagan-director-voting-for-clinton>

[6] T. Frank, *Pourquoi les pauvres votent-ils à droite ?*, Marseille, Agone, 2013.

^[7] _ On lira avec intérêt l'essai de Richard Hofstadter publié en 1964 pendant la campagne de Goldwater, [*The Paranoid Style in American Politics*](#).